

On commence à mourir quand on commence à garder le silence face à l'injustice. Che Guevara

le journal des retraité·e·s de Chaumont



 <https://www.facebook.com/syndicat.cgt.retraites.chaumont/>

Syndicat **CGT** des retraités de Chaumont - 24 avenue du Général Leclerc 52000 Chaumont - **N° 363** Samedi 11 novembre 2023

UNE ÉTUDE DE LA RÉGION GRAND-EST ET DE L'INSEE LE CONFIRME LES RETRAITÉS SONT MALTRAITÉS !

10% DE PLUS POUR LES RETRAITES, C'EST PAS DU LUXE

Le 25 octobre dernier, le directeur régional adjoint de l'Insee et la préfète de la Région Grand Est ont tenu une conférence de presse commune, sur la base d'une étude de l'Insee sur la pauvreté dans l'ensemble des départements. Ce grand tralala s'inscrit dans l'annonce par la préfète d'un pacte des solidarités promis par le gouvernement pour début 2024, qui serait une réponse à la pauvreté. Il y aurait beaucoup à dire sur le document global, un pensum de 72 pages, empli de chiffres et de graphiques. Il en a été rédigé une synthèse dont les extraits peuvent surprendre puisqu'il est déclaré qu'« une approche géographique ... montre que les espaces ruraux sont moins concernés que les périmètres urbains ».

Voilà qui va laisser pantois un grand nombre de Haute-Marnais. L'étude précise aussi que si la pauvreté ne se limite pas à un bas revenu monétaire –revenu médian à 900 € par mois– « seule cette approche monétaire permet une analyse fine... ». Sont balayés ainsi les problèmes particuliers qui se traduisent par un déclin démographique des départements les plus ruraux.

Mais il faut en venir au défaut essentiel de cette étude. C'est que ce constat de la pauvreté est daté de 2020. Il est donc en décalage de trois années, et ne tient pas compte de l'envolée de l'inflation qui rend obsolètes les données présentées. D'autant que le pourcentage de hausse mensuelle des prix qui est publié ne reflète plus l'évolution réelle du pouvoir d'achat de plus de trois quarts des ménages, quel que soit le type de revenu : salaire, pension de retraite, autres indemnités...

Il faut pourtant noter, dans les départements ruraux comme la Haute-Marne, la proportion croissante de « personnes pauvres au profil retraité ». Or notre département est déjà le plus âgé du Grand Est. Si, dès 2020, on constate un accroissement de la pauvreté chez les retraités, qu'en est-il en 2023 ?

Nous avons publié récemment un graphique de la perte indiscutable du revenu des pensions qui justifie la demande d'une hausse immédiate de 10 % des retraites. Cette exigence a été appuyée à Chaumont par 1 200 signatures papier d'une pétition unitaire remise en préfecture le 24 octobre.

Si solidarité il doit y avoir, c'est d'abord de satisfaire cette demande, en prenant aux spéculateurs qui nourrissent l'inflation en se gavant de profits.

G. TARDENOIS

LIRE PAGE 2

GAZA HALTE AU MASSACRE

VENDREDI 10 NOVEMBRE

RASSEMBLEMENT PRÉFECTURE DE CHAUMONT 17h30

APPEL : PALESTINE 52 - UD-CGT - ARTISANS DU MONDE
LIGUE DES DROITS DE L'HOMME - AMNESTY INTERNATIONAL -
LA FRANCE INSOUmise - PARTI SOCIALISTE - ENSEMBLE - PCF
... SOUTIEN DU SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT ...

CESSEZ-LE-FEU IMMÉDIAT

TOUR D'ASHTON LES PROMESSES NON TENUES, ÇA SUFFIT !

En 2022, notre syndicat avait écrit à Chaumont Habitat, à l'Agence régionale de santé (ARS), à la préfète, au président de l'Agglomération de Chaumont, pour signaler les problèmes dans les parties communes et dans certains logements de la tour d'Ashton.

L'ARS a effectué une visite dans cinq logements et a constaté des désordres relevant de Chaumont Habitat, en particulier des infiltrations d'eau dans un logement et un risque d'électrocution et d'incendie dans deux autres, entraînant l'obligation de réparations immédiates.

Le président du Conseil départemental, le président de l'Agglomération de Chaumont, nous ont indiqué qu'ils suivaient nos démarches avec intérêt et la préfète de Haute-Marne, en début d'année 2023, nous répondait en indiquant qu'il appartenait à Chaumont Habitat de remettre aux locataires des logements décentes selon la loi.

Or, à ce jour, rien n'est réglé, ni les désordres électriques, pourtant urgents, ni tous les autres problèmes évoqués. Et, comble de tout, c'est dans la presse locale que les locataires ont découvert le projet de réhabilitation de leur immeuble, sans aucune information de Chaumont Habitat sur les conditions et les dates de ces travaux. On en parle :

LUNDI 13 NOVEMBRE À 17H DANS LE HALL D'ENTRÉE

LIRE PAGE 3 :

PAIX ET LAÏCITÉ À L'ÉCOLE PUBLIQUE JUSQU'OU PEUT ALLER ÉGALITÉ SANTÉ ?

PAIX ET LAÏCITÉ À L'ÉCOLE PUBLIQUE

Les « classes défense » s'intègrent, depuis 2011, dans une politique de partenariat entre l'Éducation nationale et l'armée dans le but de renforcer les « liens Armée-Nation-Jeunesse ». Sous couvert de projets pédagogiques fourre-tout, santé, culture, instruction civique, sport, des militaires viennent ici encadrer des jeunes en difficultés, là séduire par des visites d'équipements militaires ou le maniement des armes, comme s'il s'agissait d'un jeu vidéo, ailleurs recruter en créant un programme de cadets de la Défense pour des 12-18 ans.

Notre département n'échappe pas à la nouveauté et le Jhm s'en fait largement l'écho. De la fillette à la mitrailleuse aux cadets de la Défense félicités par Borne caressant les drones, des élèves pris en photo devant un char d'assaut indestructible ou un avion de chasse bardé de missiles, font fureur. On assiste à une véritable entreprise de dédramatisation de la guerre. « *N'ayez pas peur les enfants, ça ne mord pas, on peut même caresser* ».

Allez dire ça aux enfants palestiniens ! Peut-on penser que les valeurs que doit dispenser l'école publique et laïque, la liberté de l'enseignement, la neutralité, l'égalité, la fraternité soient bien servies par la militarisation des écoles ? N'y a-t-il pas une contradiction entre l'idéologie militaire et sécuritaire que l'on voit à l'œuvre en France, mais aussi dans le monde entier et plus douloureusement encore au Moyen Orient et les valeurs éthiques et démocratique que doit véhiculer notre système scolaire.

De nombreuses associations œuvrant pour la paix, le partage, la solidarité, la protection de la planète ont de grandes difficultés à pénétrer dans des établissements scolaires alors que l'armée a son couvert à la cantine.

On ne peut s'empêcher de pointer la logique entre la multiplication de ces classes et l'envahissement de nos espaces par la question de la guerre dans de nombreux pays et le nôtre n'y échappe pas. Guerre est un mot chéri par Macron, y compris pendant la crise du COVID, prétexte à toutes les restrictions, prétexte au vote de l'augmentation de 3 milliards supplémentaires au budget de la défense pour 2023, retirant en même temps 1,8 milliard aux hôpitaux.

LOUIS LAPRADE

JUSQU'OU PEUT ALLER ÉGALITÉ SANTÉ ?

Si sa démarche était complètement honnête, on pourrait féliciter l'association «Egalité Santé». A force de réunions, de lobbying, de mailings de masse et d'articles de presse, elle est parvenue à convaincre une grande partie du sud de la Haute-Marne que son projet d'hôpital à Rolampont était le seul valable. Et la manifestation de 5 à 6 000 personnes à Langres peut légitimement être vue comme un exploit sans précédent.



Cette extraordinaire mobilisation a impressionné les élus nationaux et intrigué la presse nationale. Le plus fort, c'est que l'association a réussi à faire passer son projet très libéral de suppression-fusion pour une défense des hôpitaux de proximité. Des élus de gauche qui tweetent plus vite qu'ils ne réfléchissent sont tombés dans le panneau. Le journaliste de Politis, qui n'a pas vraiment étudié la question, n'a pas su exercer son sens critique. Et celui de Médiapart, s'étonnant de ne pas trouver la gauche dans la manif, en a conclu qu'elle n'existait pratiquement plus en Haute-Marne, laissant ainsi le champ libre au RN...

Dernièrement, par l'entremise d'un attaché parlementaire du sénateur Sido (1), Egalité Santé a fait parvenir une lettre à la Première ministre, Elisabeth Borne, en visite au 61e RA de Semoutiers. Le courrier contenait contre-vérités et inexactitudes.

Depuis quelque temps encore, Egalité Santé fait le tour des communes pour se faire octroyer des subventions. Et ça fonctionne, si on en croit le JHM qui en fait ses titres à chaque occasion. A coups de centaines, voire de milliers d'euros, l'association va vite faire progresser sa puissance de feu.

Et voici que, de plus en plus sûre d'elle, elle entreprend d'aller convaincre les habitants du secteur de Chaumont. Deux réunions ont été programmées. La première à Foulain, mercredi 8 novembre, la seconde à Chaumont, salle Robert-Genest au Cavalier, jeudi 30 novembre.

Foulain étant une des communes du secteur de Chaumont qui seraient les moins impactées par un regroupement à Rolampont, on comprend que l'association tente d'y aller progressivement. On peut supposer que si la réunion suivante à Chaumont ne se passe pas trop mal, elle essaiera de pousser ses pions un peu plus au nord.

Raison pour laquelle on ne peut pas la laisser dire n'importe quoi. Il est important de mettre un terme à la désinformation. Il faut que ceux qui connaissent le sujet (médecins, personnel hospitalier, usagers...) viennent dire aux habitants ce qu'il en est réellement du secteur de Chaumont et ce qu'il résulterait d'une délocalisation du plateau technique vers Rolampont.

LIONEL THOMASSIN

(1) Bruno Sido s'est servi des voix des maires ruraux du sud du département pour obtenir une réélection loin d'être acquise. Ce faisant, il a défendu le projet qui nuirait le plus à son secteur d'origine. On aimerait savoir ce qu'en pensent les habitants de Saint-Blin !



Ce sont les métiers dits sales (comme éboueurs ou égoutiers...) qui contribuent le plus à la propreté, et paradoxalement, ce sont dans les professions de prestige (comme politiques, financiers, hauts responsables), qu'on trouve le plus d'ordures.

Coluche

> le pavé à Rachid

SIX SUR HUIT

Pendant sa longue carrière d'avocat, Éric Dupont-Moretti aurait obtenu pas moins de 140 acquittements, un record qui lui a valu le surnom d'« Acquitator ».



Aujourd'hui, ministre de la Justice, il se retrouve, par un curieux mais prévisible renversement de situation, sur le banc des accusés devant la Cour de justice de la République (CJR), poursuivi pour « prise illégale d'intérêts ». Une grande première dans l'histoire de la Ve République. Nous parlons de grande première, pour souligner qu'il est le premier ministre de la Justice à goûter de la CJR. Car, on le sait, la liste des ministres qui, lors des derniers quinquennats, ont mis les doigts dans le pot à confiture est longue comme un jour sans pain.

Il serait fastidieux d'en faire l'inventaire, mais parmi ce catalogue de politiciens interlopes, il faut noter que six des huit derniers ministres de la Justice ont eu ou ont maille à partir avec la justice. Un record mondial ! À moins d'un an des JO c'est de bon augure.

Afin de donner un tour ludique à cet article qui, sinon, risquerait d'être un peu répétitif et gore, nous avons choisi de vous soumettre à un petit quizz simple et sympathique.

Nous vous livrons en vrac les noms des ministres de la Justice condamnés ou en passe d'être jugés et la liste des condamnations ou accusations. À vous de retrouver qui a fait quoi. La gagnante ou le gagnant se verra offrir pour le 1er prix, le Grand Livre des prisons françaises (à paraître aux éditions Bolloré) et, pour les second et troisième prix, un caoua offert par votre serveurur...

Prêts ? Partez !

François Bayrou, Jean-Jacques Urvoas, Michel Mercier, Michèle Alliot-Marie, Rachida Dati, Eric Dupont-Moretti...

Détournement de fonds publics, corruption passive, prise illégale d'intérêts, transmission d'informations confidentielles, emploi fictif, trafic d'influence passif, recel d'abus de pouvoir, emploi de complaisance...

Petite difficulté : on peut avoir cumulé plusieurs forfaits...*

Réponse acceptée jusqu'au 16 novembre, date de fin de la comparution. Évidemment, on est heureux d'apprendre qu'Eric Dupont-Moretti restera en fonction. Ouf. Mais qui pourrait remplacer Acquitator ?

RACHID R. 7 novembre 2023

*En cas d'ex aequo, il sera demandé sous quel président la République, ces malappris-es ont exercé leur fonction...

HALTE AU MASSACRE À GAZA

SOUTIEN AU PEUPLE PALESTINIEN

Depuis un mois, nuit et jour, sous une pluie de feu, d'acier, de sang, deux millions d'hommes, de femmes, d'enfants tentent de survivre à Gaza.

Depuis un mois, ils n'ont plus accès ni à l'eau ni à l'électricité, plus d'approvisionnement en aliments, en médicaments, en carburant.

Depuis un mois, les communications internet et téléphone sont régulièrement coupées, l'entrée des correspondants de presse interdite.

Deux millions d'êtres humains enfermés sur un territoire de 9 km de large sur 40 km de long (une superficie du tiers de celle de l'agglomération de Chaumont). Deux millions d'êtres humains soumis à un blocus implacable depuis près de 16 ans.

En un mois, près de 10 000 morts. En un mois, 4 000 enfants et 2 400 femmes tués, plus de 23 000 blessés. Des hôpitaux débordés eux-même bombardés. Des ambulances attaquées. Des convois de civils en fuite pris pour cibles par des missiles.

Des quartiers entiers rasés, les immeubles effondrés sur leurs habitants. Des journalistes assassinés. Parmi les victimes, 89 employés de l'agence des Nations Unies chargée des réfugiés palestiniens (l'UNRWA), le plus grand nombre de décès jamais enregistrés par les Nations Unies dans un seul conflit. Le bureau de l'Agence France-Presse partiellement détruit.

Face à l'enfer d'une guerre totale voulue par le gouvernement israélien extrémiste de Netanyahu, Etats-Unis et Union européenne ferment les yeux et refusent d'exiger un cessez-le-feu immédiat. Ils suggèrent, avec d'innombrables précautions, d'illusoire «pauses humanitaires». La position des occidentaux les isole de la communauté internationale. La France officielle, celle de Macron, ne porte plus de parole singulière. Elle n'existe plus. La France réelle, celle que chantait Ferrat, après la phase de sidération qui a suivi l'attaque du 7 octobre, sort enfin d'un silence qui lui était imposé par des interdictions de manifester uniques en Europe. Elle dit que l'on peut et que l'on doit dénoncer la politique criminelle du gouvernement israélien, tout en condamnant les atrocités commises par le Hamas le 7 octobre. Elle dit que lutter contre le racisme, c'est lutter contre l'antisémitisme. Elle dit qu'il n'y aura pas de paix durable au Moyen-Orient sans une solution politique au conflit israélo-palestinien.

Comme samedi dernier à Paris et dans de nombreuses villes de France, **VENDREDI À 17H30 DEVANT LA PRÉFECTURE DE CHAUMONT**, syndicats, associations de défense des libertés, partis politiques de gauche seront rassemblés pour exprimer leur soutien au peuple palestinien et exiger un cessez-le-feu immédiat.

A. FELLNER

MERCI À CELLES ET CEUX QUI AIDENT LE JOURNAL DES RETRAITÉS

Notre appel à la solidarité financière pour le Journal du retraité est entendu. Merci à Josiane, Denise, Bernard, Marie, Xavier, Maurice, Alain, Chantal, Jacques, Jean-Claude et Gillette, Arlette, Marine, Denis et Fanfan, Élise, Laurent, Liliane, Lucienne, Gérard, Anne et Frank, Michel, Anna, Éric, Josette, Mohamed, Patrice, Michel, Jacqueline, Florent, Jean-Claude, Chantal, Christian, Luc, Gérard, Jean-Louis, François et aux anonymes qui nous remettent leur obole chaque semaine au marché.

SOUTENEZ LE JOURNAL DES RETRAITÉS CGT DE CHAUMONT

Nom et Prénom :

Verse.....euros

REMETTRE À UN.E MILITANT.E DU SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT

> esclavage

FRANCE TRAVAIL : FIN DU SERVICE PUBLIC DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION

Réunis en commission mixte paritaire lundi 23 octobre, les députés et sénateurs macronistes et de droite se sont accordés sur une version du projet de loi 'plein emploi' qui est une grave attaque contre tous les chômeurs et précaires.

La création de France Travail en 2024 n'est pas seulement la fin de Pôle emploi, c'est celle du service public de l'emploi et la mainmise d'opérateurs privés (agences d'intérim) sur l'accompagnement des chômeurs. L'inscription à France Travail va concerner tous les allocataires du RSA et leurs ayants droit, les personnes reconnues travailleurs handicapés, les jeunes en recherche d'emploi.

Les 15 heures minimum d'activités s'imposeront désormais à **tous les privés d'emploi** puisqu'elles sont contenues dans le contrat d'engagement. Il y est réaffirmé "*l'offre raisonnable d'emploi*" qui signifie accepter n'importe quel travail, et la privation des allocations en cas de deux refus, l'obligation d'assiduité, de réponse aux convocations, la création de la "*sanction-remobilisation*" avec suspension de tout ou partie de l'allocation.

Le gouvernement offre ainsi au patronat une main-d'œuvre corvéable et à moindre coût. C'est l'avenir de toute une partie de la population qui est délibérément sacrifiée si cette loi est votée lors du second passage en novembre au Sénat et à l'Assemblée nationale. France Travail, c'est l'exploitation de la misère sociale !

MARIE-ROSE PATELLI

> SOS médicaments

MULTINATIONALES DU MÉDICAMENT : LE PROFIT AVANT TOUT !

Au cours de l'hiver 2022-2023, certains médicaments de base comme l'amoxicilline et le paracétamol ont souvent manqué et plus de 3700 médicaments ont connu « des tensions d'approvisionnement », rapporte France Info. En août 2023, 3500 déclarations de rupture ou risque de rupture étaient parvenues à l'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM).

Au 18 octobre, les pharmacies étaient déjà à flux tendus sur plusieurs

médicaments majeurs de l'hiver, notamment le paracétamol. Sanofi, le géant pharmaceutique français qui produit le célèbre paracétamol et d'autres médicaments sans ordonnance, a annoncé se séparer de son pôle de santé grand public, qui regroupe ces médicaments de base.

Ce groupe avait déjà délocalisé sa production en Asie, entraînant des pénuries qui n'auraient jamais dû exister s'il avait produit localement. Pour toujours plus de profits, Sanofi liquide carrément ces médicaments grand public pour se recentrer sur des médicaments innovants, plus rentables. Le profit avant la santé !

> aggro

UN NOUVEL HOMME-RESSOURCE POUR STÉPHANE MARTINELLI ?

Deux articles du Jhm consacrés en peu de temps à Pierre Hennequin, chargé par Stéphane Martinelli de s'occuper de tout ce qui concerne les spectacles que le président de l'Agglo de Chaumont veut organiser à Palestra.

Présenté par le Jhm comme producteur des concerts de la saison 2023/2024, directeur technique, logistique, s'occupant également de la billetterie, de la communication. « L'Agglo a décidé de faire confiance » à ce Chaumontais, qui est « dans le milieu de la communication marketing, culturelle et événementielle depuis plus de dix ans ». Ce que ne nous dit pas l'article, ni le président de l'Agglo, c'est combien va nous coûter cet homme providentiel. Pas sûr d'ailleurs que les élus qui siègent à l'Agglo en sachent plus que nous sur le recrutement et le coût des prestations de ce jeune homme.

Quand on voit les placards de publicité pour le concert d'Ibrahim Maalouf dans la presse locale et les affiches gigantesques sur les panneaux d'affichages, on se doute que ça va nous coûter un bras !

Est-ce que l'Agglo n'avait pas autre chose à faire avec l'argent qu'elle n'a pas (mais elle se servira dans nos poches) que de prendre la compétence culture ? Elle aurait pu s'occuper des transports, par exemple !

ADRIANA FERNANDEZ

> environnement

MINISTÈRE DE LA TRAHISON ÉCOLOGIQUE

Lundi 6 novembre, à la première heure, des activistes d'Alternatiba Paris, ANV-

VICTOIRE ! GRÈVE AUTOMOBILE AUX ETATS-UNIS

25% d'augmentation des salaires, compensation de l'inflation, réouverture de sites de production.

Fin octobre, aux Etats-Unis, le syndicat UAW (United Auto Workers) remportait une victoire historique, après deux mois de luttes face aux trois plus grands constructeurs automobiles du pays. Grèves, arrêts surprises, blocage de production, désorganisation des chaînes : Ford, General Motors et le groupe Stellantis (Chrysler, Fiat et Peugeot) ont fini par céder. Plus de 45 000 ouvriers ont participé à la grève en septembre.

« There is no alternative »* (TINA), disait Mme Thatcher en Grande-Bretagne au début des années 80. Et sa malédiction était, depuis, reprise à l'unisson par tous les chantres du néolibéralisme.

D'outre-Atlantique, les ouvriers de l'industrie automobile nous prouvent que la « dame de fer », chère à Renaud, mentait. Et que tous les libéraux, qu'ils soient néo ou ultra, nous mentent. Il y a bien une alternative, et une seule : la lutte !

A. FELLNER

* Il n'y a pas d'autre choix

COP21, Dernière rénovation, Extinction Rebellion, Greenpeace France, 350.org, Les Amis de la Terre France, Réseau Sortir du nucléaire ont fermé le ministère de la Transition écologique pour **trahison écologique**. Trahison écologique ? Malgré son engagement de limiter le réchauffement climatique à +1,5°C, le gouvernement retarde encore la mise en œuvre des mesures qui s'imposent.

La prochaine décennie sera **cruciale** pour décarboner massivement et rapidement notre mix énergétique. Pourtant, nos décideurs s'enlisent dans la promotion d'hypothétiques solutions technologiques et dans les énergies fossiles. (Greenpeace)

